

COUP D'ÉTAT SOFT

L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA



La non-violence, en tant que technique d'action politique, peut être employée à n'importe quelle fin. Dans les années 80, l'OTAN s'est intéressée à son possible usage pour organiser la résistance en Europe après une invasion de l'Armée rouge. Depuis quinze ans, la CIA en fait usage pour renverser des gouvernements récalcitrants sans soulever d'indignation internationale. Elle dispose pour cela d'une agréable vitrine idéologique : l'Albert Einstein Institution du philosophe Gene Sharp. Le Réseau Voltaire révèle l'étonnante activité de cette officine, de la Lituanie à la Serbie, en passant par le Venezuela et l'Ukraine.

page 2

Les peuples : voilà l'ennemi !

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le *New York Times* ouvre le débat sur la francophobie états-unienne en laissant la parole à l'essayiste John J. Miller qui pourfend le gaullisme et demande que la France soit ignorée et non pas punie comme le souhaite Rice. Face à l'hostilité que peut susciter ce type d'attitude, Félix G. Rohatyn conseille à George W. Bush de ne pas chercher à séduire les européens, mais plutôt les seules multinationales européennes.

page 7

REPÈRE : 4 JANVIER 1930

La ligne Maginot

Présentée par le ministre de la Guerre André Maginot, la loi décidant la construction d'une ligne de fortifications est votée, le 4 janvier 1930. Le formidable ouvrage militaire sera construit en 5 ans pour un coût total de plus de 5 milliards de francs. Il débute sur les bords de la Méditerranée et s'étend jusqu'à la frontière belge et au-delà, y compris le long du Rhin. Mais dans le massif des Ardennes, jugé infranchissable par le haut-commandement, les autorités se contentent de fortifications légères. Les Belges refusent par ailleurs que les Français prolongent la ligne Maginot le long de leur frontière car ils craignent d'être sacrifiés en cas de nouveau conflit entre la France et l'Allemagne. « *La terrible leçon de 1914 n'a pas été retenue* », écrit Aristide Briand. En juin 1940, c'est par les Ardennes que les chars allemands envahirent la France et encerclèrent ses fortifications... celles-ci résistent admirablement, mais de manière totalement inutile. La ligne Maginot aura servi d'alibi aux pacifistes pour abandonner l'Autriche et la Tchécoslovaquie à Hitler au prétexte que la France n'avait de toute façon rien à craindre. ■



UNE OPÉRATION MILITAIRE POUR EN BLANCHIR UNE AUTRE

Après plusieurs jours de silence, le président George W. Bush a annoncé la création d'une « *Coalition des États humanitaires* » pour secourir les victimes du Tsunami en Asie. La dénomination de l'initiative établit un parallèle avec la « *Coalition des États volontaires* » qui vient de conquérir l'Irak. Ce choix de communication permet de blanchir le leadership états-unien responsable du carnage des populations civiles irakiennes.

Chargé de la coordination sur le terrain, le Pacific Command a lancé l'« *Operation United Assistance* » et nommé à sa tête le général Rusty Blackman, qui commanda la prise de Bagdad en mai 2003. Cependant, malgré ses moyens, l'armée des États-Unis ne s'est déployée qu'en Thaïlande, où elle a établi son centre opérationnel et où le secrétaire d'État Colin Powell s'est immédiatement rendu. Contrairement à l'annonce présidentielle, elle n'apporte que peu d'aide aux victimes, mais profite de l'émoi pour se réinstaller dans des bases inutilisées depuis la guerre du Viêt-Nam. ■

Coup d'État soft

L'Albert Einstein Institution : la non- violence version CIA

La non-violence, en tant que technique d'action politique, peut être employée à n'importe quelle fin. Dans les années 80, l'OTAN s'est intéressée à son possible usage pour organiser la résistance en Europe après une invasion de l'Armée rouge. Depuis quinze ans, la CIA en fait usage pour renverser des gouvernements récalcitrants sans soulever d'indignation internationale. Elle dispose pour cela d'une agréable vitrine idéologique : l'Albert Einstein Institution du philosophe Gene Sharp. Le Réseau Voltaire révèle l'étonnante activité de cette officine, de la Lituanie à la Serbie, en passant par le Venezuela et l'Ukraine.



Inconnu du grand public, le philosophe Gene Sharp a élaboré une théorie de la non-violence comme arme politique. Pour le compte de l'OTAN, puis de la CIA, il a formé les leaders des coups d'État soft des quinze dernières années.

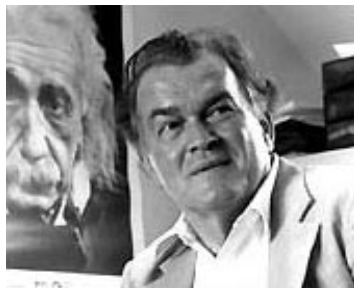
Dans les années cinquante, Gene Sharp a étudié la théorie de la désobéissance civile d'Henry D. Thoreau et de Mohandas K. Gandhi. Pour ces auteurs,

l'obéissance et la désobéissance sont des questions morales ou religieuses avant d'être politiques. Ils opposent une loi supérieure à un ordre civil. Cependant la mise en pratique de leurs convictions eut des conséquences politiques, de sorte que ce qu'ils considéraient comme une fin en soi peut être appréhendé comme un moyen. La désobéissance civile peut alors être considérée comme une technique d'action politique, voire militaire.

En 1983, Gene Sharp créa le Programme sur les sanctions non-violentes au Centre des affaires internationales de l'université d'Harvard. Il y développe des recherches en sciences sociales sur l'usage possible de la désobéissance civile par la population ouest-européenne pour faire face à une éventuelle invasion par les troupes du Pacte de Varsovie. Simultanément, il fonde à Boston l'Albert Einstein Institution avec pour double mission de financer ses recherches universitaires et d'appliquer ses modèles à des situations concrètes. En 1985, il publie un ouvrage sur la manière de *Rendre l'Europe impossible à conquérir* [1] dont l'édition états-unienne est préfacée par l'ambassadeur George F. Kennan, père de la Guerre froide. En 1987, l'association bénéficie de subventions de l'Institut des États-Unis pour la paix (U.S. Institute for Peace). Elle organise des séminaires pour former les Alliés à la défense par la désobéissance civile face à un occupant communiste. Ainsi le général Georges Fricaud-Chagnaud introduit le concept de « dissuasion civile » à la Fondation des études de la défense nationale [2].

L'Institut est intégré dans le dispositif du réseau stay-behind d'ingérence états-unienne dans les États alliés par le général Edward B. Atkeson, alors détaché par l'US Army auprès du directeur de la CIA [3].

La focalisation sur la moralité des moyens d'action permet d'évacuer tout débat sur la légitimité de l'action. La non-violence, admise comme bonne en elle-même et assimilée à la démocratie, favorise le blanchiment des actions secrètes, intrinsèquement non-démocratiques.



Gene Sharp

C'est en 1989 que l'Albert Einstein Institution prend son essor. Gene Sharp prodigue ses conseils à des mouvements anti-communistes. Il participe à la mise en place de l'Alliance démocratique de Birmanie, une coalition de notables anti-communistes qui parvient bientôt à entrer dans le gouvernement militaire ; et du Parti progressiste démocratique de Taiwan

qui milite pour l'indépendance de l'île par rapport à la Chine communiste alors qu'officiellement les États-Unis s'y opposent ; ou encore, il rassemble les divers groupes d'opposition tibétains autour du Dalai Lama. Il tente aussi de former un groupe de dissidents au sein de l'OLP, qui pourrait conduire les nationalistes palestiniens à renoncer au terrorisme [4]. Il leur dispense secrètement une formation dans les locaux de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv en liaison avec le colonel Reuven Gal [5], directeur de l'Action psychologique au sein des Forces armées israéliennes.

Réalisant le potentiel de l'Albert Einstein Institution, la CIA y délègue un spécialiste de l'action clandestine, le colonel Robert Helvey, alors doyen de

l'École de formation des attachés militaires d'ambassade. « Bob » introduit Gene Sharp en Birmanie pour qu'il forme idéologiquement l'opposition : contester de manière non-violente la junte militaire la plus sanglante du monde, c'est-à-dire en critiquer l'étroitesse, sans remettre en cause le système. Helvey trie ainsi les « bons » et les « mauvais » opposants dans un moment critique pour Washington : l'opposition véritable, conduite par Mme Suu Kyi, ne cesse de marquer des points et menace le régime pro-US. « Bob » le fait avec d'autant plus de facilité qu'il connaît personnellement tout les protagonistes, ayant été attaché militaire à Rangoon de 1983 à 1985 et ayant participé à la structuration de la dictature. Jouant un double jeu, le colonel Helvey dirige simultanément une action de soutien militaire classique à la résistance Karen : Washington veut en effet se garder un moyen de pression sur la junte en armant et en contrôlant une guérilla limitée.

Désormais toujours présent là où les intérêts états-uniens sont en jeu, Gene Sharp et son assistant Bruce Jenkins arrivent à Pékin en juin 1989, deux semaines avant les événements de Tien-an-men. Ils seront rapidement expulsés par les autorités chinoises.

En février 1990, l'Albert Einstein Institution organise une Conférence sur les sanctions non-violentes, regroupant 185 spécialistes de 16 pays, autour des colonels Robert Helvey et Reuven Gal. Le principe d'une internationale de la lutte anti-communiste mobilisant les populations dans une action non-violente est né. Le professeur Thomas Schelling [6], célèbre économiste et par ailleurs consultant de la CIA, rejoint le Conseil d'administration de l'Institution. Le budget officiel de l'Institution reste stable, mais en réalité il dispose de financements abondants de l'International Republican Institute (IRI), l'une des quatre branches de la National Endowment for Democracy (NED/CIA) [7].

Au même moment, les pays baltes proclament leur indépendance. À l'issue d'une épreuve de force avec Mikhaïl Gorbatchev, ils acceptent de reporter cette décision de deux ou trois ans le temps d'en négocier les contreparties. Sans attendre, en octobre 1990, Gene Sharp et son équipe se rendent en Suède où ils préparent des politiciens lituaniens à organiser une résistance populaire face à l'Armée rouge. Quelques mois plus tard, en mai 1991, lorsque la crise éclate et que Gorbatchev déploie ses forces spéciales, Gene Sharp conseille le parti séparatiste Sajudis (Groupe d'initiative pour la perestroïka). Durant la crise, il est présent aux côtés du président Vytautas Landsbergis.

En juin 1992, le ministre de la Défense de la Lituanie indépendante, Audrius Butkevicius, organise un symposium pour rendre hommage à l'action décisive de l'Albert Einstein Institution dans le processus d'indépendance des États baltes.

Lorsque les États-Unis commencent leur réarmement, en 1998 [8], l'Albert Einstein Institution devient un outil parmi d'autres dans une stratégie expansionniste. Il fournit l'idéologie et la technique à Otpor (« Résistance »), un groupe de jeunes opposants au président yougoslave Slobodan Milosevic.

Simultanément, il intervient dans la province du Kosovo pour encadrer le LDK d'Ibrahim Rugova. Si Rugova est inutile pour Washington pendant la guerre du Kosovo, Otpor offre bientôt une alternative pour renverser Milosevic, plus que

jamais populaire après avoir tenu tête à l'OTAN. Le colonel Helvey forme les cadres lors de séminaires à l'hôtel Hilton de Budapest. Les dollars coulent à flot pour en finir avec le dernier gouvernement communiste d'Europe. L'opération est dirigée sur place par l'agent Paul B. McCarthy, discrètement installé à l'hôtel Moskva de Belgrade jusqu'à la démission de Milosevic en octobre 2000.



Srdja Popovic (à gauche), leader serbe du mouvement Otpor, Gene Sharp (au centre) et Robert Helvey

En septembre 2002, Gene Sharp est à La Haye pour former les membres de l'Iraqi National Council qui s'apprêtent à entrer en Irak dans les bagages de l'US Army.

En septembre 2003, c'est encore l'Albert Einstein Institution qui conseille à l'opposition de contester le résultat des élections et manifester jusqu'à la démission d'Edouard Chevardnadze [9], lors de la « révolution » des roses en Géorgie.

Lorsque le coup d'État fomenté par la CIA échoue au Venezuela, en avril 2002, c'est à nouveau à l'Albert Einstein Institute que le département d'État fait appel. Il conseille le patronat dans l'organisation du référendum révocatoire contre le président Hugo Chavez. Gene Sharp et son équipe encadrent les dirigeants de Sumate pendant les manifestations d'août 2004. Selon une technique désormais classique, ils crient à la fraude électorale et exigent le départ du président. Ils parviennent à faire descendre dans la rue la bourgeoisie de Caracas, mais le soutien populaire du régime est beaucoup trop puissant pour le renverser. En définitive les observateurs internationaux ne peuvent que reconnaître la légalité de la victoire d'Hugo Chavez.

Gene Sharp échoue par contre en Biélorussie et au Zimbabwe, faute de recruter et de former en temps voulu les manifestants nécessaires.

On retrouve le colonel Robert Helvey à Kiev lors de la « révolution » orange en Ukraine, en novembre 2004 [10].

Enfin, notons que l'Albert Einstein Institution commence à former des agitateurs iraniens.

Au fait, pourquoi « Albert Einstein » ? Ce patronage endort tous les soupçons. Le premier livre de Gene Sharp, consacré à l'étude des méthodes gandhiennes, débute par une préface d'Albert Einstein. Mais l'ouvrage a été rédigé en 1960, cinq ans après la mort du savant. Le texte n'a donc pas pu être écrit par Albert Einstein pour Sharp. Celui-ci s'est contenté de reproduire un article du savant sur la non-violence.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] *Making Europe Unconquerable : The Potential of Civilian-based Deterrence and Defense.* Taylor & Francis éd., Londres, 1985. Seconde édition avec une préface de

George F. Kennan, Ballinger éd, Massachusetts, 1986.

[2] Le général Georges Fricaud Chagnaud avait été attaché militaire de l'ambassade de France à Washington, puis chef de la mission militaire française à l'OTAN.

[3] Le général Edward B. Atkeson est aujourd'hui expert au **CSIS** et administrateur de l'**Association of Former Intelligence Officers** (AFIO).

[4] L'un des agents formés par Sharp, Mubarak Awad, dirige aujourd'hui (janvier 2005) des secours US en Indonésie après le Tsunami.

[5] Le colonel Reuven Gal est aujourd'hui chef adjoint du Conseil national de sécurité d'Israël, chargé du **façonnage de la société palestinienne**.

[6] Thomas Schelling est l'un des co-rédacteurs du Consensus de Copenhague, en mars 2004. Ce document, élaboré sous les auspices de *The Economist*, vise à remettre en cause le programme du Millénaire de l'ONU et le Protocole de Kyoto. M. Schelling a développé un modèle théorique selon lequel la croissance économique est le meilleur moyen de lutter contre le réchauffement de la planète car elle fournira à terme les techniques nécessaires pour y remédier.

[7] « **La nébuleuse de l'ingérence démocratique** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[8] En 1998, le Congrès impose au président Clinton une politique de réarmement sans ennemi.

[9] Voir « **Les dessous du coup d'État en Géorgie** » par Paul Labarique, *Voltaire*, 7 janvier 2004.

[10] Voir « **Washington et Moscou se livrent bataille en Ukraine** » par Emilia Nazarenko, *Voltaire*, 1er novembre 2004. Cet article, que nous avons publié avant le premier de l'élection présidentielle, décrit l'organisation du mouvement prétendument spontané des semaines suivantes.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les peuples : voilà l'ennemi !

Analyse

L'essayiste francophobe à succès, John J. Miller, s'en donne à cœur joie dans le *New York Times*. Sous le titre « Liberté, Égalité, Absurdité », l'auteur stigmatise la prétention gaullienne de la France à endiguer « l'hyper-puissance ».

L'hégémonie US n'est pas une tyrannie car elle incarne le Bien, et les Français poursuivent une chimère. Il ne faut pas leur accorder de l'importance en les punissant, comme le souhaite Condoleezza Rice, mais les ignorer.

Pour équilibrer ce point de vue peu obligeant, le *New York Times* a donné la parole à l'écrivain français résidant aux États-Unis, Antoine Audouard. Il note que si la période d'hostilité anti-française est passée de mode aux États-Unis, elle a laissé place à une forme plus sournoise et permanente de dénigrement.

D'ailleurs, se montrer blessant envers les Français est la seule forme de discrimination qui soit acceptée par le « politiquement correct ».

De son côté l'ancien ambassadeur à Paris, Félix G. Rohatyn, conseille à George W. Bush de ne pas chercher à séduire une opinion publique européenne résolument hostile à la politique états-unienne de démocratisation, ni de s'adresser aux élus qui représentent cette population. C'est auprès des patrons des multinationales européennes, intéressés par un commerce profitable, qu'il trouvera les seuls interlocuteurs bienveillants, conclut-il dans le *Washington Post*. Voici donc un nouveau concept : étendre la démocratie en s'adressant aux classes possédantes.

C'est avec un retard considérable sur l'événement que la presse états-unienne évoque le dernier rapport du Defense Policy Board du Pentagone. Le stratège Harlan Ullman en retient, dans le *Washington Times*, que les experts diagnostiquent une défaite dans la guerre face au radicalisme islamique. Il est urgent de réformer l'action militaire US. Cependant le rapport en question est

beaucoup plus incisif. Dans une première partie, il présente une analyse de situation sur le terrain, en Irak. Il constate que la guerre des cœurs et des esprits est définitivement perdue ; qu'il est trop tard pour revenir en arrière. Puis, dans une seconde partie, contradictoire avec ce qui précède, il propose de résoudre le problème par les moyens traditionnels, notamment la « diplomatie publique », c'est-à-dire la propagande. La déformation du rapport par Ullman est à la fois surprenante et compréhensible : il est l'un des auteurs du concept du *Shock and Awe*. En l'occurrence, bombarder sauvagement les villes pour créer une hébétude de la population et pouvoir conquérir le pays avant qu'elle ne se réveille. Précisément cette théorie a été conçue pour vaincre un ennemi, pas pour libérer un peuple ami. A contrario, il ne faut pas s'étonner si en l'appliquant en Irak, on a fait de sa population un adversaire.

Les appels se multiplient pour le report des élections en Irak, prévue à la fin du mois.

Dans le *Washington Post*, Adnan Pachachi souligne que, dans la situation actuelle, elles n'ont aucun sens. Il s'agira d'une consultation formelle, sans véritable débat électoral, ni participation populaire, qui désignera des élus sans véritable légitimité. En fait, les organiser avant de parvenir à la réconciliation nationale, c'est discréditer l'idéal démocratique.

Robert Malley et Loulouwa Al-Rachid de l'International Crisis Group exposent en détail dans *Le Monde* les conditions pratiques de cette élection : trois scrutins se dérouleront simultanément ; le mode de scrutin favorise les votes communautaires plutôt que les choix politiques ; les conditions d'éligibilité sont utilisées pour écarter certains candidats et ne sont pas respectées par les principaux. Loin de représenter un bien pour l'Irak, elles ne feront qu'ajouter à la confusion. C'est une erreur de croire que la démocratie, c'est-à-dire le gouvernement par le peuple, se résume à une votation.

La Maison-Blanche n'a toujours pas réussi à pourvoir les postes de directeur central du renseignement et de secrétaire à la Sécurité de la patrie. Les personnalités sollicitées renoncent les unes après les autres, le sénateur démocrate Jo Liebermann étant le dernier en date.

Darl Stephenson pense que le directeur du renseignement ne peut espérer coordonner les nombreuses qu'il aura sous son autorité que s'il résout d'abord la question épineuse de la localisation de son bureau. Il explique dans le *Washington Times* qu'il ne devra être installé ni dans les locaux de la CIA, ni dans ceux du Pentagone, etc. mais ne trouvera son indépendance qu'avec des bureaux indépendants. Mais est-ce vraiment le fond du problème ?

Réseau Voltaire

John J. Miller

John J. Miller est journaliste à la *National Review* et co-auteur de *Our Oldest Enemy : A History of America's Disastrous Relationship with France*.

« Liberté, Égalité, Absurdité »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Liberté, Égalité, Absurdité », par John J. Miller, *New York Times*, 3 janvier 2005.

« Liberté, égalité, absurdité », *International Herald Tribune*, 4 janvier 2005.

En 1965, quand Lyndon Johnson envoya des Marines en République dominicaine pour protéger des citoyens américains d'une violente guerre civile, Charles De Gaulle condamna cette intervention mais demanda secrètement au président états-unien de faire protéger l'ambassade française dans le pays. Johnson le fit, mais il ne reçut jamais de remerciement. Au contraire, la France condamna l'intervention au Vietnam et finalement retira ses troupes de l'OTAN. **George W. Bush** a dû comprendre ce qu'a ressenti Lyndon Johnson quand il a entendu **Jacques Chirac** dénoncer l'intervention états-unienne en Irak et présenter **Donald Rumsfeld** comme quelqu'un qui « manquait de culture » après que la Maison-Blanche ait apporté son soutien à l'opération en Côte d'Ivoire.

Beaucoup font l'erreur de croire que l'hostilité française vise M. Bush personnellement alors qu'en réalité la France voit les États-Unis comme une menace depuis des décennies. Les racines du problème se fondent dans le gaullisme, une forme de nationalisme qui veut que la France pèse sur le destin de l'humanité entière. La France ne se rêve plus en arbitre entre les deux blocs comme pendant la Guerre froide, mais veut continuer à endiguer « l'hyperpuissance ». Cela se manifeste sur le plan culturel (à un niveau parfois ridicule puisque une cour de justice vient de priver le film *Un long dimanche de fiançailles* de sa nationalité française car il était financé par Warner Bros bien que toute l'équipe du film soit française et que le film ait été tourné en Français) mais surtout politique. Ainsi, la France ne s'est pas seulement opposée à l'intervention états-unienne en Irak, elle a tenté de saboter les objectifs des États-Unis par tous les moyens possibles. Aujourd'hui, la France veut que les groupes insurgés qui tuent des Américains et des Irakiens soient représentés à la conférence en Égypte.

La France ne peut pas attendre la fin du mandat de **Jacques Chirac** pour espérer un réchauffement des relations car il est susceptible de briguer un troisième mandat ou bien d'être remplacé par **Dominique de Villepin**, qui partage ses orientations. Toutefois, punir la France comme **Condoleezza Rice** l'a suggéré serait la mauvaise politique. Il faut ignorer la France.

Antoine Audouard



Écrivain français vivant à New York, Antoine Audouard est l'auteur de *Adieu mon unique*.

« Derrière les lignes ennemies »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Behind Enemy Lines », par Antoine Audouard, *New York Times*, 3 janvier 2005.

« America's ridiculous hatred of the French », *International Herald Tribune*, 4 janvier 2005.

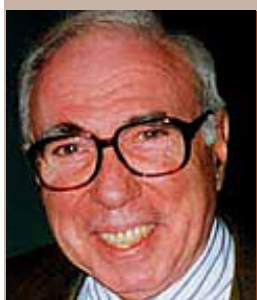
Parisien devenu récemment New-yorkais, je n'ai pas rencontré d'hostilité personnellement du fait de ma nationalité, mais je suis stupéfait par le niveau des attaques contre mon pays dans les médias. Les sites internet anti-français ne se comptent plus.

Il est vrai que le gros de la campagne anti-française est derrière nous, mais elle a laissé la place à une orientation anti-française plus insidieuse. **John Kerry** a ainsi caché au maximum ses origines françaises durant la campagne, ses conseillers lui ont demandé de ne pas parler Français et même les libéraux de la côte Est ne parlent plus Français ou ne boivent plus de bordeaux. Dans les spectacles comiques, la couardise et l'ingratitude sont venus s'ajouter au stéréotype de l'arrogance française. Ici, dans le pays du politiquement correct, où chaque remarque sur les origines ethniques ou religieuses est condamnée, les attaques contre les Français ne choquent pas... elles semblent même être devenues une part du politiquement correct.

Dans la guerre d'Irak, la France a joué le rôle de Cassandre et elle subit aujourd'hui la colère d'Agamemnon. La France n'a jamais connu d'émigration massive vers les États-Unis et elle n'a donc pas de communauté pour la défendre ici.

Je suis choqué qu'en France les médias ignorent le rôle de la France dans le scandale « **pétrole contre nourriture** », mais condamner cette attitude ne fait pas de moi quelqu'un d'anti-français. De toute façon, condamner une nation dans son ensemble est une attitude qui m'est étrangère. On peut s'opposer à une politique sans s'opposer à une nation.

Felix G. Rohatyn



Ancien ambassadeur états-unien en France (1997-2000), Felix G. Rohatyn est président de la Banque d'investissement new-yorkaise Rohatyn Associates.

« Bush doit parler aux investisseurs européens »

Source : Washington Post

Référence : « Bush Should Talk to Europe's Investors », par Felix G. Rohatyn, *Washington Post*, 4 janvier 2005.

Le voyage de **George W. Bush** en Europe le mois prochain est présenté comme un moyen de restaurer nos relations avec l'Europe, mais il y a plus urgent : restaurer la confiance des Européens dans notre capacité à gérer le système financier global. Bush va rencontrer beaucoup de dirigeants politiques, militaires et de bureaucrates, mais il devrait aussi rencontrer les dirigeants des grandes entreprises, les meilleurs amis de l'Amérique en Europe, continent où les opinions nous sont hostiles.

L'attention portée à la Chine et à l'Inde ne change rien au fait que l'Europe reste notre premier partenaire financier et économique. Les investissements européens aux États-Unis en 2002 valaient 1 000 milliards de dollars, un chiffre sans doute plus élevé aujourd'hui. Les Européens s'inquiètent toutefois de la dévaluation du dollar et ils ne croient plus à nos affirmations en faveur d'un dollar fort. Il faut que le président s'engage fermement en faveur d'un dollar fort et adopte une politique budgétaire cohérente avec cet engagement. Les dirigeants économiques européens sont frappés par l'ampleur de nos déficits publics et de notre dette extérieure et en souhaitent une diminution. Cela ne les empêchent pas d'être d'accord avec l'administration Bush pour demander aux gouvernements européens une politique plus agressive en faveur de la croissance et une augmentation des dépenses de défense.

Nous devons également nous souvenir que les pays de la « nouvelle Europe » ont une importance bien moindre que la France ou l'Allemagne dans notre économie et que s'ils retiraient les 250 milliards de dollars d'investissements qu'ils ont aux États-Unis, notre économie en souffrirait. Il est donc important de travailler avec les dirigeants économiques européens.

Harlan Ullman



Harlan Ullman est employé de la Center for Naval Analyses Corporation, groupe de conseil sur les questions militaires et de sécurité ayant pour client l'US Navy. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il est également président du Killowen Group, une entreprise basée à Washington. Ullman est le principal théoricien de la stratégie du *Shock and Awe*.

« Comprendre l'ennemi »

Source : Washington Times

Référence : « Understanding the enemy », par Harlan Ullman, *Washington Times*, 22 décembre 2004

En donnant, la semaine dernière, la médaille de la liberté, le plus grand honneur civil, à **trois des architectes de la guerre d'Irak et de l'après-guerre**, la Maison-Blanche exprime clairement sa croyance qu'elle suit le bon chemin dans la guerre au terrorisme et la démocratisation du Proche-Orient. Les faits démontrent pourtant le contraire et un récent rapport du Defense Policy Board du **Pentagone** affirme que nous sommes en train de perdre la guerre des idées contre le radicalisme islamique.

Nous devons redresser la situation et, pour cela, nos dirigeants doivent comprendre la nature des dangers auxquels nous faisons face. Nous devons réformer l'organisation de la sécurité nationale et de la prise de décision. Ce qui inclut le congrès et certains aspects de notre gouvernement. Nous devons apporter une réponse globale au problème avec un programme de l'ampleur du plan Marshall durant la Guerre froide.

Tout d'abord, concentrons-nous sur la compréhension de l'ennemi. Il faut noter qu'il veut prendre le pouvoir au Proche-Orient. L'Arabie saoudite et son pétrole et le Pakistan et son armement nucléaire sont des proies tentantes. Notre ennemi utilise le terrorisme pour éloigner les États-Unis de l'Europe et du Proche-Orient. Il faut également comprendre que contrairement à la Guerre froide, la guerre au terrorisme n'offre pas le risque d'une destruction totale de la société, mais d'une désorganisation totale de la société comme cela a eu lieu le 11 septembre 2001 aux États-Unis ou le 11 mars 2004 en Espagne.

Nos sociétés sont vulnérables et les réformes de notre système de sécurité et de la prise de décision sont nécessaires. Malheureusement, notre système semble irréformable. Nous devons sortir de cette impasse, faute de quoi le réveil sera douloureux.

Adnan Pachachi



Ancien ministre des Affaires étrangères irakien avant la révolution ba'asiste de 1968, conseiller politique aux Émirats arabes unis, président du Conseil de gouvernement irakien et ancien président du Comité chargé de l'adoption de la loi administrative transitoire, Adnan Pachachi est membre de l'Assemblée nationale irakienne et dirige l'Iraqi Independent Democrats Party.

« Reportez les élections »

Source : Washington Post

Référence : « Delay the Elections », par Adnan Pachachi, *Washington Post*, 2 janvier 2005.

L'Irak est à quatre semaines de ses élections qui vont non seulement installer le prochain gouvernement mais également mettre en place l'assemblée chargée de rédiger une constitution permanente. Il est clair qu'aucune constitution ne sera légitime si une partie du territoire ne peut pas prendre part au vote. Or, c'est ce qui risque de se produire. _Si on repoussait les élections de quelques mois, nous pourrions ramener dans le processus électoral des groupes qui en sont exclus et restaurer la sécurité. Dans ce domaine, la situation a dégénéré de façon significative : les parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école de peur des enlèvements, beaucoup n'iront pas voter par crainte des terroristes et beaucoup de candidats n'organisent pas de meeting pour la même raison. Certains estiment que reporter les élections serait une victoire pour les terroristes, mais les organiser maintenant serait priver les résultats de légitimité.

Toutefois, la sécurité n'est pas la seule raison pour laquelle les élections doivent être repoussées. En effet, il faut plus de temps pour répertorier les nombreux exilés irakiens, pour structurer les programmes des partis politiques. Il faut repousser les élections également pour favoriser le processus de réconciliation nationale. Cela doit être fait avant, pas après, les élections.

Robert Malley, Loulouwa Al-Rachid

Robert Malley est directeur du Middle East Program de l'International Crisis Group. Il a été l'assistant spécial du président Bill Clinton sur la question israélo-arabe (1998-2001).

Loulouwa Al-Rachid est chercheuse, spécialiste de l'Irak, à l'International Crisis Group.

« Les élections ne devraient guère améliorer la situation en Irak »

Source : Le Monde

Référence : « Les élections ne devraient guère améliorer la situation en Irak », par Robert Malley et Loulouwa Al-Rachid, *Le Monde*, 3 janvier 2005.

Il semble qu'aujourd'hui certains pensent que donner la parole aux peuples est la réponse à tout et que la démocratie n'a plus besoin d'un renforcement de la société civile, d'une transformation des relations sociales et de l'inculcation des valeurs libérales avant d'en venir au vote. De l'Afghanistan à l'Irak, sans oublier la Palestine, l'élection d'un nouveau gouvernement est devenue la panacée. C'est en Irak que l'élection a la plus grande importance. Prévues pour le 30 janvier 2005, elles doivent permettre aux États-Unis d'amorcer leur retrait, qu'il soit réel ou factice. Pourtant, comme toutes les autres étapes de la transition

irakienne, les élections risquent fort de provoquer des déceptions d'autant plus vives que les espoirs qui y sont placés sont immenses. Sans parler de la probable marginalisation des électeurs arabo-sunnites. Même pour les chiites et les Kurdes, qui auraient tout à gagner d'une participation massive, le fossé sera sans doute profond entre le vote et les arrangements qui en découleront. En effet, le 30 janvier aura lieu l'élection de l'Assemblée nationale, du Parlement kurde et les conseils de gouvernorat. Ces trois scrutins en un vont rajouter à la confusion de citoyens qui ne savent ni pour qui ils votent, ni pour quel mandat, ni pour quel programme. Cette confusion ne manquera pas d'entacher la légitimité des choix exprimés, hypothéquant ainsi la stabilisation escomptée. À cela vient s'ajouter le choix du mode de scrutin (la proportionnelle intégrale) qui ne permet pas le report des élections dans les régions à risque - défaut qui, on l'a vu, risque de coûter cher aux Arabes sunnites et, partant, au pays tout entier. Le scrutin de liste court le danger de donner l'impression que l'opération n'aura servi qu'à ratifier des choix faits auparavant et ailleurs, entre les états-majors des principaux partis politiques dans un contexte où ces partis, certains tout juste rentrés d'exil, n'ont guère eu le temps de développer des assises populaires. Pire encore, en faisant du pays une circonscription unique au lieu de préserver les dix-huit gouvernorats, on a pris le risque d'étouffer le poids des régionalismes et autres sensibilités idéologiques si saillantes dans l'histoire contemporaine du pays. La circonscription unique escamote la pluralité de ces micro-allégeances en faveur des solidarités les plus primordiales, ethnie et appartenance religieuse en tête. On ne votera point pour un projet de société ou pour un programme politique, mais pour défendre une appartenance identitaire et s'assurer ainsi des gains collectifs.

Enfin, le dernier problème vient des conditions d'éligibilité. D'après la loi sur les partis et les critères retenus par la commission électorale, les candidats ne doivent ni s'être rendus coupables d'enrichissement illégal, ni avoir été membres influents du parti Baas, ni avoir de liens passés ou présents avec des milices armées. Louables intentions, mais avec comme candidats favoris **Ahmed Chalabi** (régulièrement accusé de corruption), Abdelaziz Al-Hakim (chef des Brigades Badr, une des principales milices) et **Iyad Allaoui** (ancien baasiste), de quoi au juste parle-t-on ? Ajoutons le besoin de verser 2,5 millions de dinars (1 600 dollars) pour être certifié comme candidat individuel ou 7,5 millions (4 800 dollars) pour une liste, exigence qui accroît paradoxalement parmi les candidats potentiels les chances de ceux dont les finances sont précisément suspectes ou qui ont, un jour ou l'autre, été proches de l'ancien régime.

Afin de ne pas envenimer les relations avec les États-Unis, l'Europe soutient les élections, mais cela n'arrangera rien. Resteront toujours les incohérences profondes d'une occupation choisissant d'ignorer un nationalisme qui lui résiste et d'éveiller le sentiment communautaire qui, désormais, menace l'unité même du pays. Restera également le dilemme de la présence américaine, à la fois cause principale de la violence et unique frein à son extension généralisée.

Darl Stephenson

Darl Stephenson est ancien lieutenant-colonel de l'armée de l'air états-unienne et ancien analyste pour le Moyen-Orient à la Defense Intelligence Agency (DIA). Avant sa retraite en 1995, il était affecté au secteur de défense aérien Nord-Est qui contrôlait les chasseurs qui ont été mobilisés le 11 septembre 2001.

« Les réformes internes »

Source : Washington Times

Référence : « Reform from within », par Darl Stephenson, *Washington Times*, 15 décembre 2004.

Avec le vote des deux chambres du Congrès et la signature assurée du président, la loi de réforme du renseignement va entrer en application et un poste de directeur national du renseignement va être créé. Cela va avoir des côtés positifs et négatifs, mais la conservation du renseignement tactique par le Pentagone ôte bien des problèmes au projet. Une question bureaucratique critique est de décider où siègera ce directeur et son administration : cela ne peut être à la CIA, car cela l'immergerait dans une culture responsable de nombreux échecs. Cela ne peut être au Pentagone sans qu'on l'accuse d'avoir un jugement biaisé. Cela ne peut être à la Maison-Blanche sans risquer une confrontation avec le conseiller pour la sécurité nationale. Il faut qu'il ait ses propres locaux. Un des résultats positifs de la création de ce poste est que les différentes agences seront mises sur un pied d'égalité. Toutefois, le plus important n'est pas la création de ce poste mais la réforme interne. Il faut diminuer le poids de la bureaucratie et augmenter le nombre des analystes. Il faut changer la culture de la CIA qui refuse trop souvent de partager ses informations, même depuis le 11 septembre. A la Defense Intelligence Agency (DIA), il faut accroître le nombre des analystes régionaux sur le terrain. Le Congrès et la presse doivent aussi prendre leur part de responsabilité dans ce qui arrive au monde du renseignement : leurs pressions ont tendance à politiser le renseignement.